ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 1er février 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux demandes, recours, demandes d'audience et requêtes que les militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical peuvent introduire", a donné le 31 mars 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1st februari 1980 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanvraag, het beroep, het verzoek om audienti en andere verzoeken die de militairen van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst kunnen instellen", heeft de 31e maart 1980 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Selon son intitulé, le projet tend à régler l'introduction par les militaires des forces terrestre, aérienne et navale ainsi que du service médical, des "demandes, recours, demandes d'audience et requêtes", que les intéressés peuvent être amenés à présenter.

L'officier délégué a précisé que les diverses espèces de demandes visées sont celles que leurs auteurs forment en leur qualité de militaire. Le projet est donc étranger aux demandes que des militaires introduisent comme personnes privées.

Par ailleurs, selon les règles ordinaires d'interprétation et comme l'officier délégué l'a confirmé, le projet n'est pas applicable aux matières dans lesquelles les lois ou les règlements organisent des recours particuliers. A titre d'exemple de semblable matière, on peut citer celle des "punitions disciplinaires militaires", pour laquelle l'arrêté royal du 4 février 1972, modifié par l'arrêté royal du 11 mars 1975, a fixé des règles de procédure et institué des recours propres (1) (2).

.../...

---

(1) Arrêté royal du 4 février 1972 relatif à la procédure disciplinaire militaire (Moniteur belge 12 février 1972; Pasinomie, p. 48).

(2) Cet arrêté est destiné à être prochainement remplacé par un nouvel arrêté, qui a déjà été soumis, en projet, au Conseil d'Etat (Avis L. 13.404/2 du 19 novembre 1979).

II. Il y a eu autrefois des controverses au sujet de la délimitation, sur certains points, de la compétence de régler "les droits et obligations des militaires", qui est réservée au législateur par l'article 118 de la Constitution, et de la compétence que le Roi puise à l'égard de ces militaires dans le pouvoir de commander l'armée, qui lui est conféré par l'article 68.

Quoi qu'il en soit, actuellement, par la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, le législateur a manifesté sa volonté de fixer lui-même les devoirs et les droits des militaires. Une série d'articles de la loi ont cet objet (articles 9 à 17). Au surplus, l'article 14 dispose : "Les militaires jouissent de tous les droits dont jouissent les citoyens belges. La manière dont certains de ces droits sont exercés est définie dans la présente loi".

Les dispositions de la loi du 14 janvier 1975 doivent se combiner avec des principes généraux de notre droit public auxquels est reconnue une autorité égale à celle de la loi et qui imposent à tous les titulaires de fonctions publiques et à tous les membres du personnel des forces armées et des administrations, des obligations particulières, principalement un devoir de fidélité à l'égard

.../...

de l'Etat (1) ainsi qu'une "obligation de réserve" (2).

Le Roi est habilité à prendre des dispositions réglementaires pour assurer l'exécution de la loi du 14 janvier 1975 ainsi que des lois fixant les statuts respectifs des diverses catégories de militaires. Le pouvoir que l'article 67 de la Constitution confère à cet effet au Roi est fort large. Comme la Cour de cassation l'a déclaré dans plusieurs de ses arrêts, "il appartient au pouvoir exécutif de dégager du principe de la loi et de son économie générale, les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit" (3).

.../...

---

(1) En Belgique, ce devoir est imposé par un texte : le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative.
Voir : Conseil d'Etat 12 juillet 1972, Zumkir n° 15.446/VIe, R.J.D.A., 1972, p. 296; F. RIGAUX et F. DELPEREE "Le loyalisme constitutionnel" J.T. 1977, pp. 355-358. Pour les militaires, le devoir dont il s'agit est rappelé et précisé, notamment par l'article 9, 3° et 5° de la loi du 14 janvier 1975.

(2) Conseil d'Etat 18 avril 1969, GODBILLE n° 13.507/IIIe, R.J.D.A. 1970, p. 107; Conseil d'Etat 4 juin 1970, DUMASY n° 14.141/VIe, R.J.D.A. 1971, p. 267.
P. WIGNY Droit administratif. Principes généraux; pp. 257-263, Bruxelles, BRUYLANT, 1962; A. MAST Overzicht van het Grondwettelijk Belgisch Recht n° 476, Gent-Leuven, Story-Scientia, 5e éd., 1975.

(3) Cass. 5 mai 1970, Pas. 1970 I 766.
Voir déjà Cass. 18 novembre 1924, Pas. 1925 I 26.
Voir encore : Cass. 19 janvier 1959, Pas. 1959 I 494; 15 mars 1965, Pas. 1965 I 740; 22 avril 1966, Pas. 1966 I 1066; 16 septembre 1966, Pas. 1967 I 65.

Cependant, en la matière régie par le projet, le Roi ne pourrait pas prendre des dispositions réglementaires qui ne se concilieraient pas avec la loi du 14 janvier 1975, ni des dispositions réglementaires qui ne se concilieraient pas avec les prescriptions constitutionnelles : par exemple, des dispositions qui porteraient atteinte aux droits des militaires, tels que ces droits sont garantis par la Constitution et par la loi du 14 janvier 1975.

III. Sous réserve de certaines modifications, le présent projet reproduit les dispositions actuellement énoncées aux articles 30 à 33 et à l'article 34 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire. Pour une grande part, ces dernières dispositions reproduisaient elles-mêmesdes dispositions qui avaient été introduites dans le règlement de discipline militaire par l'arrêté royal du 30 mai 1916. Il s'agit de dispositions qui n'ont pas été reprises dans la loi du 14 janvier 1975.

Il y a lieu d'examiner la conformité des dispositions du présent projet d'arrêté royal aux prescriptions constitutionnelles et aux prescriptions légales, notamment à celles de la loi du 14 janvier 1975. Mais, au préalable, il s'impose de vérifier si, compte tenu de ces prescriptions, les dispositions du projet ont toutes une portée juridique.

+

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Il y a lieu de compléter le préambule par la mention de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées, laquelle détermine de manière fondamentale les droits et obligations des militaires et donne dès lors une base légale à diverses dispositions du projet.

Cette mention doit être suivie du visa ci-après :

"Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire, notamment l'article 30 modifié par l'arrêté royal du 4 février 1972 et les articles 31 à 35".

En effet, aux termes de l'article 9 en projet, les articles 30 à 37 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 ne sont pas abrogés en ce qui concerne le personnel de la gendarmerie, de sorte que l'arrêté en projet s'analyse en une modification de l'arrêté royal précité et non en une abrogation complète de celui-ci.

+

Il n'est nullement nécessaire de viser l'accord du Ministre de l'Intérieur. Cet accord n'avait d'ailleurs pas été visé dans le préambule de l'arrêté du 30 décembre 1959.

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article est rédigé comme suit :

"Le militaire qui souhaite obtenir une faveur ou faire valoir un droit peut, à cet effet, adresser une demande à l'autorité compétente pour en décider".

a) On n'aperçoit pas l'utilité d'une telle disposition, qui se borne à un rappel d'une des formes du droit de pétition. En effet, celui-ci est garanti, d'une manière absolument générale, par l'article 21 de la Constitution : "Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions ...".

b) Au surplus, l'emploi du terme "faveur", qui est quelque peu équivoque, ne pourrait être invoqué pour prétendre justifier l'octroi d'un avantage qui méconnaitrait le principe de l'égalité.

Article 2.

L'article est rédigé comme suit :

"§ 1er. Le militaire qui souhaite obtenir la revision d'une décision prise à son égard peut introduire un recours auprès de l'autorité qui a pris la décision contestée.

S'il n'obtient pas satisfaction, le militaire peut introduire un second recours auprès de l'autorité immédiatement supérieure à celle qui a pris la décision contestée.

.../...

§ 2. Les recours visés au § 1er doivent être introduits au plus tôt le (premier) jour ouvrable qui suit la date à laquelle la décision a été notifiée au militaire et au plus tard huit jours ouvrables après".

A. L'article 2 du présent projet combiné avec l'article 4 de celui-ci reprend, tout en les modifiant quelque peu, les dispositions actuellement contenues aux articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire.

Des dispositions analogues figuraient déjà dans l'article 99 du texte antérieur du règlement de discipline militaire (1).

B. Le Conseil d'Etat a reconnu des caractères particuliers au recours à l'auteur de la décision et au recours au supérieur hiérarchique de celui-ci, indiqués dans le règlement de discipline militaire.

Il a considéré que, nonobstant le fait qu'ils étaient expressément prévus par un texte particulier, ces recours ne constituaient pas des "recours organisés" qui devraient être obligatoirement exercés préalablement à l'introduction d'un recours en annulation pour cause d'excès de pouvoir (2).

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Article cité par l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 juin 1952, SAUVAGE, n° 1687, IIIe (Rec. p. 627).

(2) LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI. Le Conseil d'Etat, n°s 931 et 1038; J. FALYS, la recevabilité des recours en annulation des actes administratifs (Conseil d'Etat), n°s 118 et 402 et références citées dans ces ouvrages, notamment : Conseil d'Etat 27 septembre 1963, BROUWERS, n° 10.179/IIIe.

Il a également considéré que nonobstant le fait qu'ils étaient seulement ouverts auprès de l'auteur de la décision ou de son supérieur hiérarchique, l'exercice de ces recours avait pour effet d'interrompre le délai du recours en annulation (1).

C. Selon les dispositions de l'article, le militaire intéressé peut introduire un recours auprès de l'autorité qui a pris la décision et ultérieurement, s'il y a lieu, auprès de l'autorité immédiatement supérieure à cette première autorité. Elles énoncent des règles simples, qui n'organisent aucune forme déterminée de procédure, tout en fixant un délai (2) (article 2, § 2) qui se justifie par l'obligation faite implicitement à l'autorité de se prononcer sur la réclamation dont elle a été saisie.

Les dispositions de l'article 2 n'excèdent pas les limites de la compétence du Roi car les recours qu'elles concernent ont un caractère interne et sont intimement liés à l'organisation de l'armée (3). Bien entendu, ces dispositions sont étrangères au droit de pétition dont les militaires continuent à bénéficier sans aucune restriction.

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) NOVELLES, n° 931 et J. FALYS, n° 402, ainsi que les arrêts auxquels renvoient ces ouvrages, notamment :
Conseil d'Etat 27 juin 1952, SAUVAGE, n° 1687/IIIe;
22 octobre 1954, PAPEJANS de MORCHOVEN, n° 3746/IIIe;
27 septembre 1963, GODART, n° 10.178/IIIe;
28 septembre 1971, RAHIER, n° 14.925/IIIe.

(2) (3) Le Conseil d'Etat a veillé au respect du délai fixé pour l'introduction d'une réclamation auprès du supérieur hiérarchique par les dispositions réglementaires relatives à la discipline militaire du 30 mai 1916 et du 30 décembre 1959 :
Conseil d'Etat 27 juin 1952, SAUVAGE, n° 1687/IIIe;
12 septembre 1952, DOLHEN, n° 1812/IIIe;
22 septembre 1954, PAPEJANS de MORCHOVEN, n° 3746/IIIe;
27 septembre 1963, GODART, n° 10.178/IIIe.

Article 3.

Cet article est rédigé comme suit :

"§ 1er. Dans les cas où le militaire ne peut adresser ni demande, ni introduire de recours, il peut solliciter audience auprès des autorités suivantes :

1° pour les officiers généraux et supérieurs, le Ministre de la Défense nationale;

2° pour les officiers subalternes, le chef d'état-major de la force ou le chef du service médical selon le cas;

3° pour les autres militaires, le commandant du grand commandement ou l'autorité militaire qui en exerce les attributions.

§ 2. L'autorité auprès de laquelle l'audience est sollicitée peut y donner suite ou non".

La portée de cette disposition est très proche de celle qu'a l'article 33 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif à la discipline militaire.

Il convient cependant d'observer que la loi du 14 janvier 1975 a profondément modifié l'étendue des pouvoirs du Roi quant à l'exercice des droits des militaires.

Suivant l'article 14 de cette loi :

"Les militaires jouissent de tous les droits dont jouissent les citoyens belges. La manière dont certains de ces droits sont exercés est définie dans la présente loi".

Il suit de ce texte que seul le législateur peut limiter le droit des militaires de solliciter une audience. L'article doit donc être omis.

.../...

Article 4.

La disposition ne garde d'objet que dans la mesure où elle se confond avec ce que porte l'article 2, ce qui la rend superflue et doit entraîner son omission.

Article 5.

L'article n'est pas nécessaire. En effet, selon un principe général de notre droit, à défaut d'une disposition particulière, l'introduction d'une réclamation ou d'un recours ne suspend pas le caractère exécutoire d'une décision prise par une autorité administrative et notamment par une autorité militaire.

Article 6.

Compte tenu des observations faites à propos des articles 1er, 3 et 4, les mots "demandes" et "demandes d'audience" doivent être supprimés.

Article 7.

Dans l'hypothèse où l'article tendrait à limiter les catégories de personnes auxquelles les militaires peuvent "adresser des requêtes", il ne se concilierait pas avec les prescriptions constitutionnelles, combinées avec l'article 14 de la loi du 14 janvier 1975. En effet, en ce qui concerne les requêtes adressées aux autorités publiques, l'article 21 de la Constitution garantit à chacun le droit de présenter des requêtes à toutes les autorités publiques. En ce qui concerne

.../...

les requêtes adressées aux personnes privées et aux associations privées, les droits garantis par les diverses dispositions constitutionnelles relatives à la liberté individuelle et au secret des lettres impliquent le droit de présenter des requêtes à ces personnes et associations privées.

L'article doit donc être omis.

Article 8.

Cet article est rédigé comme suit :

"Le militaire en activité de service ne siège pas comme membre d'un bureau électoral si les nécessités du service ne lui permettent pas d'exercer cette fonction. A cette fin, il fait parvenir à l'autorité responsable du fonctionnement du bureau électoral dans lequel il est appelé à siéger, une déclaration de son chef de corps attestant qu'il est commandé de service au jour fixé pour les élections".

Il n'appartient pas au Roi de dispenser les militaires des obligations qui leur sont imposées par le Code électoral dont l'article 95, § 10, alinéa 1er, dispose comme suit :

"Dans les 48 heures de la désignation des assesseurs et des assesseurs suppléants, le président du bureau les en informe par lettre ouverte et recommandée; en cas d'empêchement ils doivent en aviser le président dans les 48 heures de l'information".

Pour être conforme à cette disposition, l'article 8 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 8.-

Le militaire qui est empêché par les nécessités du service d'exercer la fonction de membre d'un bureau électoral fait parvenir à l'autorité responsable du fonctionnement du bureau dans lequel il est appelé à siéger une déclaration de son chef de corps attestant qu'il est en service commandé".

Article 9.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

L'article 30, modifié par l'arrêté royal du 4 février 1972, et les articles 31 à 35 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959, relatif à la discipline militaire, sont abrogés, sauf en ce qui concerne le personnel de la gendarmerie".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp strekt, aldus het opschrift, om te voorzien in een regeling "betreffende de aanvraag, het beroep, het verzoek om audiëntie en andere verzoeken die de militairen van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst kunnen instellen".

De gemachtigde ambtenaar heeft verduidelijkt dat met al die soorten van aanvragen alleen die worden bedoeld welke de betrokkenen in hun hoedanigheid van militair indienen. Aanvragen die de militairen als particulier indienen blijven dus buiten beschouwing.

Volgens de gewone interpretatieregelen vindt het ontwerp overigens - de gemachtigde ambtenaar heeft dat bevestigd - geen toepassing in aangelegenheden waarin wetten of verordeningen een eigen beroep organiseren. Een voorbeeld van zulk een aangelegenheid zijn de "militaire tuchtstraffen", waarvoor het koninklijk besluit van 4 februari 1972, gewijzigd bij dat van 11 maart 1975, in eigen procedureregelen en beroepen voorziet (1) (2).

II. Eertijds is er wel getwist over de begrenzing - op bepaalde punten - van de bevoegdheid tot het regelen van "de rechten en de verplichtingen van de militairen", die

---

.../...

(1) Koninklijk besluit van 4 februari 1972 betreffende de militaire tuchtrechtspleging (Belgisch Staatsblad 12 februari 1972).

(2) Voor dat besluit komt er binnenkort een nieuw in de plaats, waarvan het ontwerp reeds aan de Raad van State is voorgelegd (advies L. 13.404/2 van 19 november 1979).

krachtens artikel 118 van de Grondwet aan de wetgever behoort, en van de bevoegdheid die de Koning ten aanzien van die militairen ontleent aan de hem door artikel 68 verleende macht om het bevel te voeren over het leger.

Hoe het zij, thans heeft de wetgever, met de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht, zijn wil te kennen gegeven om zelf de rechten en verplichtingen van de militairen vast te stellen. Een aantal artikelen (9 tot 17) van de wet strekken daartoe. Daarenboven bepaalt artikel 14 : "De militairen genieten dezelfde rechten als de Belgische burgers. De wijze waarop sommige dezer rechten worden uitgeoefend, wordt bij deze wet bepaald".

Het bepaalde in de wet van 14 januari 1975 moet gelezen worden in verbinding met de algemene beginselen van ons publiek recht, waaraan gelijk gezag wordt toegekend als aan de wet zelf, en die aan alle bekleders van overheidsambten en aan alle personeelsleden van de Krijgsmacht en van de besturen eigen verplichtingen opleggen, waaronder voornamelijk een plicht van getrouwheid ten aanzien van de Staat (1) en een "verplichting tot terughoudendheid" (2).

.../...

---

(1) In België is die plicht voorgeschreven door een tekst : het decreet van 20 juli 1831 betreffende "le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative".
Zie : Raad van State 12 juli 1972, Zumkir nr 15.446/VI, V.A.R.S. 1972, blz. 647; F. Rigaux en F. Delperée "Le loyalisme constitutionnel", J.T. 1977, blz. 355-358.
Wat de militairen betreft wordt de bewuste plicht in herinnering gebracht en verduidelijkt door artikel 9, 3° en 5°, van de wet van 14 januari 1975.

(2) Raad van State 18 april 1969, Godbille nr 13.507/III, V.A.R.S. 1970, blz. 443; Raad van State 4 juni 1970 Dumasy nr 14.141/VI V.A.R.S. 1971, blz. 611. P. Wigny, Droit administratif. Principes généraux, blz. 257-263, Bruxelles, Bruylant, 1962; A. Mast, Overzicht van het grondwettelijk Belgisch Recht, nr 476, Gent-Leuven, Story-Scientia, 5e uitg., 1975.

De Koning is gemachtigd tot het vaststellen van verordeningsbepalingen ter uitvoering van de wet van 14 januari 1975 en van de wetten die de statuten van de onderscheiden categorieën van militairen bepalen. De bevoegdheid die artikel 67 van de Grondwet hem daartoe verleent is zeer ruim. Het Hof van Cassatie heeft in meer dan een arrest verklaard : "De uitvoerende macht moet uit het beginsel van de wet en de algemene economie ervan de gevolgtrekkingen afleiden die er van nature uit voortvloeien volgens de geest die bij de opvatting ervan heeft voorgezeten en de doeleinden die ze nastreeft" (1).

In de materie waarvoor het ontwerp-besluit zal gelden, kan de Koning echter geen verordeningsbepalingen vaststellen die onbestaanbaar zouden zijn met de wet van 14 januari 1975 of die het zouden zijn met voorschriften van de Grondwet, bij voorbeeld bepalingen die afbreuk zouden doen aan de rechten van militairen zoals die door de Grondwet en de wet van 14 januari 1975 worden gewaarborgd.

III. Het ontwerp herhaalt met een aantal wijzigingen de bepalingen die thans in de artikelen 30 tot 33 en in artikel 34 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht staan. Dat zijn grotendeels dezelfde bepalingen als reeds in het militair tuchtreglement waren ingevoegd door het koninklijk besluit van 30 mei 1916. Het gaat om bepalingen die niet in de wet van 14 januari 1975 zijn overgenomen.

.../...

---

(1) Cass. 5 mei 1970, Arr. Cass. 1970, 823.
Zie reeds Cass. 18 november 1924, Pas. 1925 I 26.
Zie ook Cass. 15 januari 1959, Arr. Verbr. 1959, 396; 15 maart 1965, Pas. 1965 I 740; 22 april 1966, Pas. 1966 I 1066; 16 september 1966, Arr. Cass. 1967 70.

Nagegaan moet worden of de bepalingen van het ontworpen besluit in overeenstemming zijn met de voorschriften van de Grondwet en van de wetten, met name van de wet van 14 januari 1975. Vooraf echter dient te worden onderzocht of ze, gelet op die voorschriften, alle een juridische reikwijdte hebben.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

In de aanhef dient verwezen te worden naar de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht, die immers de rechten en verplichtingen van de militairen fundamenteel vaststelt en daarmee aan een aantal bepalingen van het ontwerp een rechtsgrond verstrekt.

Daarna kome de volgende verwijzing :

"Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht, inzonderheid op artikel 30 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1972 en op de artikelen 31 tot 35;".

Luidens artikel 9 van het ontwerp immers worden de artikelen 30 tot 37 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 niet opgeheven wat de leden van de rijkswacht betreft, zodat het ontwerp-besluit neerkomt op een wijziging, niet op een volledige opheffing, van het genoemde koninklijk besluit.

+

.../...

Het is in het geheel niet nodig te verwijzen naar het akkoord van de minister van Binnenlandse Zaken, dat ook in de aanhef van het besluit van 30 december 1959 niet was vermeld.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel luidt :

"De militair die een gunst wenst te bekomen of een recht wil doen gelden, kan daartoe een aanvraag richten aan de overheid die bevoegd is om erover te beslissen".

a) Het is niet duidelijk wat het nut kan zijn van zo een bepaling, die gewoon een van de vormen van het recht van petitie in herinnering brengt. Dit laatste wordt immers, op volstrekt algemene wijze, gewaarborgd door artikel 21 van de Grondwet : "Ieder heeft het recht verzoekschriften ... bij de openbare overheden in te dienen".

b) Bovendien zou men zich hoe dan ook niet op het gebruik van de enigszins dubbelzinnige term "gunst" kunnen beroepen als men daarmee het toekennen van een tegen het gelijkheidsbeginsel ingaand voordeel zou zoeken te wettigen.

.../...

Artikel 2.

Dit artikel luidt :

"§ 1. De militair die de herziening van een te zijnen opzichte genomen beslissing wenst te bekomen, kan een beroep instellen bij de overheid die de betwiste beslissing genomen heeft.

Indien hij geen voldoening bekomt kan de militair een tweede beroep instellen bij de overheid onmiddellijk hoger dan deze die de betwiste beslissing genomen heeft.

§ 2. De beroepen bedoeld bij § 1 worden ingesteld ten vroegste de eerste werkdag na deze waarop de militair van de beslissing kennis wordt gegeven en ten laatste de achtste werkdag erna".

A. In dit artikel 2, samengelezen met artikel 4 van het ontwerp, zijn met enige wijziging de bepalingen terug te vinden die thans de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht vormen.

Soortgelijke bepalingen stonden reeds in artikel 99 van de vroegere tekst van het militair tuchtreglement (1).

.../...

---

(1) Het artikel wordt aangehaald in 's Raads arrest van 27 juni 1952, Sauvage, nr. 1687, III, (Arr. Adv. RS. blz. 677).

B. De Raad van State heeft erkend dat het beroep bij degene die de beslissing heeft genomen en het beroep op diens hiërarchische meerdere eigen kentrekken vertonen, die aangegeven zijn in het militair tuchtreglement.

Hij heeft geoordeeld dat die beroepen, ook al is er door een afzonderlijke tekst uitdrukkelijk in voorzien, geen "georganiseerde beroepen" zijn waarvan verplicht gebruik moet zijn gemaakt vooraleer een beroep tot nietigverklaring wegens machtsoverschrijding ingesteld kan worden (1).

Eveneens heeft hij geoordeeld dat het aantekenen van zodanige beroepen, ook al staan die uitsluitend open bij degene die de beslissing heeft genomen of diens hiërarchische meerdere, de termijn van het beroep tot nietigverklaring stuit (2).

.../...

---

(1) LES NOVELLES, Droit administratif VI. Le Conseil d'Etat, nrs. 931 en 1038; J. FALYS, La recevabilité des recours en annulation des actes administratifs (Conseil d'Etat), nrs. 118 en 402, en in die werken aangehaalde verwijzingen, met name : R.S. 27 september 1963, BROUWERS, nr. 10.179/III.

(2) NOV., nr. 931 en J. FALYS, nr. 402, en de arresten waar die werken naar verwijzen, met name :
R.S. 27 juni 1952, SAUVAGE, nr. 1687/III;
22 oktober 1954, PAPEJANS de MORCHOVEN, nr. 3746/III;
27 september 1963, GODART, nr. 10.178/III;
28 september 1971, RAHIER, nr. 14.925/III.

C. Volgens het artikel kan de belanghebbende militair beroep instellen bij de overheid die de beslissing heeft genomen en naderhand, als daar aanleiding toe is, bij de onmiddellijk boven de eerste staande overheid. Dat zijn eenvoudige regels, waar geen bepaalde vorm van rechtsgang mee georganiseerd wordt, terwijl toch een termijn wordt bepaald (artikel 2, § 2) die te verantwoorden is wegens de impliciet aan de overheid opgelegde verplichting om op het bij haar ingediende bezwaar te beschikken (1).

Met de bepalingen van artikel 2 worden de grenzen van 's Konings bevoegdheid niet overschreden, want de betreffende beroepen zijn van interne aard en hangen nauw samen met de organisatie van het leger (2). Wel te verstaan, die bepalingen hebben niets te maken met het recht van petitie, waarover de militairen zonder enige beperking blijven beschikken.

.../...

---

(1) en (2) De Raad van State slaat op naleving van de termijn die voor het indienen van een bezwaar bij de hiërarchische meerdere gesteld is door de verordeningsbepalingen betreffende de militaire tucht van 30 mei 1916 en 30 december 1959 :

R.S. 27 juni 1952, SAUVAGE, nr. 1687/III;
12 september 1952, DOLHEN, nr. 1812/III;
22 september 1954, PAPEJANS de MORCHOVEN, nr. 3746/III;
27 september 1963, GODART, nr. 10.178/III.

Artikel 3.

Dit artikel luidt :

"§ 1. In de gevallen waarin hij geen aanvraag kan indienen noch beroep instellen, kan de militair om audiëntie verzoeken bij de volgende overheden :

1° voor de opper- en hoofdofficieren, de Minister van Landsverdediging;

2° voor de lagere officieren, de stafchef van het krijgsmachtdeel of de chef van de medische dienst, naargelang van het geval;

3° voor de andere militairen, de commandant van het groot commando of de overheid die er de bevoegdheid van uitoefent.

§ 2. De overheid waarbij om audiëntie wordt verzocht, kan al dan niet op het verzoek ingaan".

De reikwijdte van deze bepaling ligt heel dicht bij die van artikel 33 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht.

Opgemerkt zij echter dat de wet van 14 januari 1975 de omvang van 's Konings bevoegdheid ten aanzien van de uitoefening van de rechten van militairen grondig heeft gewijzigd.

Artikel 14 van die wet bepaalt :

"De militairen genieten dezelfde rechten als de Belgische burgers. De wijze waarop sommige dezer rechten worden uitgeoefend, wordt bij deze wet bepaald".

.../...

Uit die tekst volgt dat alleen de wetgever een beperking kan leggen op het recht van militairen om audiëntie aan te vragen. Artikel 3 moet dus worden geschrapt.

Artikel 4.

Deze bepaling heeft alleen zin in zover ze samenvalt met het bepaalde in artikel 2. Ze is derhalve overbodig en moet vervallen.

Artikel 5.

Aan dit artikel is er geen behoefte. Een algemeen beginsel van ons recht luidt immers dat, bij gebreke van een bijzondere bepaling, de uitvoerbaarheid van een door een administratieve en met name door een militaire overheid genomen beslissing niet geschorst wordt door het indienen van een bezwaar of het instellen van een beroep.

Artikel 6.

In acht genomen hetgeen bij de artikelen 1, 3 en 4 is opgemerkt, moeten de woorden "aanvragen" en "en verzoeken om audiëntie" geschrapt worden.

Artikel 7.

Dit artikel zou, in de veronderstelling dat het strekt om de categorieën van personen aan wie militairen

.../...

"verzoekschriften mogen richten" te beperken, niet bestaanbaar zijn met de voorschriften van de Grondwet, in verbinding met artikel 14 van de wet van 14 januari 1975. Wat de verzoekschriften aan openbare overheden betreft waarborgt artikel 21 van de Grondwet eenieder het recht om ze bij alle openbare overheden in te dienen. Voor zover het verzoekschriften aan particuliere personen of verenigingen betreft impliceren de rechten die door de grondwetsbepalingen met betrekking tot de persoonlijke vrijheid en het briefgeheim worden gewaarborgd, ook het recht om aan die particuliere personen en verenigingen verzoekschriften te richten.

Het artikel moet dus worden geschrapt.

Artikel 8.

Dit artikel luidt :

> "De militair in werkelijke dienst zetelt niet als lid van een stembureau indien de behoeften van de dienst hem niet toelaten dit ambt uit te oefenen. Daarvoor laat hij aan de autoriteit die verantwoordelijk is voor de werking van het stembureau in hetwelk hij geroepen is te zetelen, een verklaring van zijn korpscommandant geworden; deze verklaring getuigt dat hij met dienst bevolen is op de dag bepaald voor de verkiezingen".

Het komt de Koning niet toe militairen te ontslaan van de verplichtingen die hun zijn opgelegd door het Kieswetboek, welks artikel 95, § 10, eerste lid, bepaalt :

> "Binnen achtenveertig uren na de aanwijzing van de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters, geeft de voorzitter van het stembureau hun daarvan kennis bij ongesloten aangetekende brief; in geval van verhindering, moeten zij de voorzitter daarvan bericht geven binnen achtenveertig uren na de kennisgeving".

.../...

Wil artikel 8 met die bepaling overeenstemmen, dan zou het als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 8.-

De militair die door de behoeften van de Dienst verhinderd is het ambt van lid van een stembureau uit te oefenen, doet aan de overheid die verantwoordelijk is voor de werking van het bureau waarin hij zitting zou dienen te nemen, een verklaring van zijn korpscommandant toekomen waarin bevestigd wordt dat hij dienst heeft".

Artikel 9.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 9.-

Artikel 30, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1972, en de artikelen 31 tot 35 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de militaire tucht worden opgeheven, behalve wat de leden van de rijkswacht betreft".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.